

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI UPRONA
B.P. 1810 BUJUMBURA
Tél. : (257) 22 5047/5089
Fax : (257) 21 31 19

DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU COMITE CENTRAL DE L'UPRONA SUR LA DERNIERE SESSION DES NEGOCIATIONS INTERBURUNDAISES DE PAIX.

1. Dans sa réunion de ce lundi 19 juillet 1999, le Bureau Exécutif du Parti UPRONA s'est penché sur la dernière session des négociations interburundaises de paix débutées à Arusha en juin 1998 sur base du rapport de la délégation de l'UPRONA dans ces pourparlers.
2. Le Bureau Exécutif de l'UPRONA a d'abord fait le constat que ces négociations se déroulent dans un contexte fortement préoccupant pour le peuple burundais. En effet, l'insécurité générée par les groupes terroristes génocidaires continue à faire son lot de victimes innocentes et à plonger le peuple burundais dans un deuil permanent. En outre, l'économie burundaise ne parvient pas à se relever du blocus économique et du gel de la coopération internationale, ainsi que des coups de boutoir de certains responsables qui sont censés œuvrer à son redressement.
3. S'agissant des négociations interburundaises de paix proprement dites, le Bureau Exécutif de l'UPRONA estime qu'elles devraient normalement avoir atteint un stade où le peuple burundais puisse enfin espérer sortir de la crise et recouvrer une paix durable. Malheureusement, la dernière session des travaux en commissions a dévoilé une triste réalité. D'une part, la médiation a encore une fois étalé au grand jour son incapacité conceptuelle et méthodologique d'amener les protagonistes burundais, et par-delà le peuple burundais sur le chemin de la paix. D'autre part, nombre de négociateurs burundais ont adopté un comportement indigne par rapport à l'objectif de la paix ainsi qu'à l'avenir et la souveraineté de la nation.
4. En ce qui concerne la médiation, il est apparu qu'elle se soucie peu de la paix pour l'avènement de laquelle elle est censée œuvrer. Comment en effet interpréter les attitudes suivantes ?

1° Dans un entretien récent accordé à des délégations présentes à Arusha, Monsieur Julius Nyerere a affirmé qu'il n'avait pas d'expérience dans la résolution pacifique des conflits, et que par contre, il en avait dans le soutien aux rébellions et qu'il avait été sollicité dans ce sens !

2° Depuis le début des négociations, nombre de délégations n'ont cessé d'interpeller la médiation pour qu'elle invite tous les belligérants à la table des négociations. Au début, la réponse était invariablement que les efforts pour les contacter n'étaient pas couronnés de succès. Quelle ne fut la surprise des observateurs et des négociateurs patriotes d'entendre, lors de la dernière session des négociations, Monsieur Julius Nyerere déclarer que la faute en incombait au Gouvernement qui n'aurait pas accepté ses propositions ? Voici en substance le contenu de ces propositions tel que livré par le médiateur dans sa théâtrale séance plénière du 17 juillet 1999 : (1) réconciliation entre les factions du CNDD, (2) organisation de la destitution "constitutionnelle " de Monsieur Nyangoma, (3) création d'un groupe indépendant, (4) organisation de négociations discrètes entre le Gouvernement et les FDD. En quoi le Gouvernement pouvait-il être intéressé dans ces scénarios ? Peut-il organiser ou réconcilier les factions des rebelles qui lui sont hostiles et qui œuvrent de surcroît à partir d'un territoire étranger bien connu ? Ce ne sont là en fait que de faux arguments pour masquer un agenda caché, celui-là non avouable.

3° L'on notera, pour preuve de la mauvaise foi de la médiation, l'insistance permanente sur la réserve exprimée par le Gouvernement lors de la signature de la déclaration du 21 juin 1999, laquelle réserve n'avait d'autre sens que d'exprimer le fait que le cessez-le-feu ne se conclut pas par une simple déclaration. Là-dessus, les desseins du médiateur de maintenir notre pays en état de guerre sont apparus au grand jour. Alors qu'à la session de juillet 1998, la délégation du Gouvernement était renforcée d'experts militaires pour discuter avec la rébellion des conditions de cessation des hostilités, la médiation s'est refusée à organiser une rencontre à cet effet.

4° Il est apparu depuis le début des négociations que la médiation se comportait avec partialité, allant jusqu'à se constituer en partie prenante aux négociations. Une preuve supplémentaire en a été faite lors de la séance mentionnée ci-dessus. Le médiateur n'a organisé toute cette séance que pour démontrer que le Gouvernement était le principal obstacle à l'aboutissement des négociations. Pire, alors que le chef de la délégation du Gouvernement demandait la parole pour répondre aux propos mensongers et diffamatoires que venait de proférer Monsieur Julius Nyerere, celui-ci n'a pas daigné lui accorder la parole et s'est contenté de dire sèchement qu'il savait ce qu'il allait dire. Peut-on imaginer plus grande expression de l'intolérance et du peu de considération envers le Gouvernement burundais et son peuple ?

5° Du point de vue méthodologique, le Bureau Exécutif de l'UPRONA déplore l'incompétence notoire de la médiation. C'est ainsi que des sessions entières pourtant formellement convoquées se tiennent en l'absence des présidents et vice-présidents des commissions, amenant les négociateurs à un désœuvrement dépassant souvent une semaine entière. L'on signalera aussi un fait patent que depuis le début des négociations, la médiation n'est pas parvenue à amener les négociateurs à s'entendre sur le résultat à attendre des négociations, à telle enseigne que certains pensent qu'ils vont démanteler l'armée nationale, rédiger la constitution ou mettre en place le Gouvernement du Burundi à Arusha pour ne citer que cela.

6° Il faut inscrire à la charge du Mwalimu Julius Nyerere l'entreprise désastreuse de Moshi. Alors que pour toute personne bien pensante, le retour à la paix doit passer par un effort soutenu de rassemblement et de restauration de l'unité nationale, le

médiateur s'est employé à la création et à la promotion de groupes ethniques. Ce fut d'abord à Moshi avec la réunion des partis et des bandes extrémistes hutu et ensuite à Arusha où les partis d'obédience tutsi ont eu la malencontreuse inspiration de légitimer et d'imiter l'intégrisme de Moshi. Tout cela a révélé les intentions cachées de la médiation. Dans ce contexte, aucune paix ne sera possible.

7° Non moins condamnable et révoltante est cette attitude permanente de la médiation de considérer les interventions légitimes et pertinentes du parti UPRONA comme étant des manœuvres destinées à bloquer l'avancement des négociations. Notre parti est ainsi devenu le sujet de chantage et le bouc émissaire tout désigné à qui il incombe dorénavant toutes les erreurs et les incohérences du processus d'Arusha.

5. Au regard de toutes ces attitudes, une chose est claire : le médiateur n'est plus le médiateur, il est devenu une partie au conflit. La communauté internationale devrait en tirer les leçons qui s'imposent et redresser la situation.

6. Pour ce qui est des négociateurs burundais, le Bureau Exécutif a eu à déplorer :

1° Le comportement sectariste, voire divisionniste de certains à travers la constitution de blocs monoethniques contraires à l'éthique de l'unité du peuple burundais. Sous le masque de négociateurs, ces gens ne sont rien d'autre que des fossoyeurs de la nation burundaise.

2° L'attitude antipatriotique adoptée par certains membres de ces blocs tout au long des négociations: l'on a vu bon nombre de membres de certains groupes piétiner la dignité nationale en faisant les yeux doux à la médiation, même s'il devenait évident que cette dernière adoptait des attitudes contraires aux intérêts de la nation. Tel fut le cas quant il s'est agi de demander la levée de l'embargo. Tel a été dernièrement le cas lors de l'humiliation publique du représentant du Gouvernement qui a provoqué des réactions de joie et des applaudissements nourris de la part des représentants des partis extrémistes.

3° Des spéculations éhontées de certaines de ces délégations, il apparaît clairement que le mobile premier de leur présence à Arusha est, loin de rechercher la paix, l'espoir que les partis politiques vont se partager les portefeuilles ministériels à l'instar de l'époque de la défunte Convention de Gouvernement. La myopie politique de ces gens est telle qu'à Arusha, ils tiennent des propos tellement injurieux à l'égard du peuple burundais qu'ils n'osent jamais les assumer une fois de retour au pays.

4° La tendance à s'occuper plus de leurs intérêts basement matériels que des réels enjeux de la négociation est apparue notamment au sein de la quatrième commission où des membres de ces groupes ont failli refuser de rentrer dans les délais prévus par la présidence de la commission pour des questions de perdiem.

5° L'absence de projet de société viable à même de reconforter le peuple burundais, à telle enseigne que l'opinion devrait s'interroger sur la raison réelle de leur présence à Arusha.

7. Sur base de tous ces constats, le Bureau Exécutif du Parti UPRONA :

1° Condamne l'attitude partisane de la médiation et l'invite à revoir sa méthodologie

pour un aboutissement heureux des négociations.

2° Conscient que les acteurs du processus n'ont d'autre choix moralement acceptable que d'œuvrer pour l'avènement d'une paix durable et la consolidation de la nation, déplore le comportement indigne de certaines délégations et les invite à se ressaisir pour répondre aux attentes du peuple burundais.

3° Recommande au Gouvernement de prendre toute la mesure du comportement de la médiation et d'en tirer toutes les conséquences.

4° Dénonce l'attitude d'hostilité maintes fois exprimée par la médiation à l'endroit du Parti UPRONA ainsi que le réflexe quasi-instinctif d'interpréter les contributions légitimes de notre parti comme étant des manœuvres pour bloquer l'avancement des négociations.

5° Demande au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour le relèvement de l'économie nationale, en particulier en mettant hors d'état de nuire toutes les personnes qui se livrent à des spéculations concernant les produits stratégiques.

8. Enfin, le Bureau Exécutif du Comité Central de l'UPRONA réitère solennellement son engagement à œuvrer sans relâche pour que le Burundi recouvre la paix et la dignité dans le concert des nations. Ni l'intimidation, ni les vexations du médiateur, ni les déviations de certains acteurs politiques burundais, rien ne pourra altérer la foi du parti UPRONA dans les destinées du peuple burundais. Aussi, le Bureau Exécutif du parti UPRONA lance-t-il un appel vibrant à tous les badasigana et à tous les patriotes pour qu'ils serrent les rangs et ne se laissent pas abuser par les manœuvres dilatoires qui ne manqueront pas de tenter de les détourner du chemin qui mène à la paix.

Fait à Bujumbura le 20 juillet 1999.

Pour le Bureau Exécutif du Comité Central de
l'UPRONA,

Pierre BARAMPANZE.

Secrétaire national permanent.